

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 17 décembre 2018

Leur peur bleue du jaune

Il faut croire que c'est franchement la panique, au gouvernement, pour qu'il ait instauré samedi dernier un véritable état de siège à Paris comme dans bien des villes des régions. Pour décourager de manifester, en effet, le gouvernement n'y a pas été de main morte : hélicoptères au-dessus de Paris, blindés de la gendarmerie, une bonne cinquantaine de stations de métro et deux lignes de RER fermées. Mais surtout de nombreux barrages aux entrées de Paris, contrôlant l'arrivée des Gilets Jaunes venus de régions, et des fouilles au corps contre les murs pour ceux qui sortaient des grandes gares. À quand l'interdiction du gilet jaune, à l'exemple du dictateur al-Sissi en Egypte ?

Même pas peur !

Le gouvernement relayé par les médias a parlé de « reflux » du mouvement des Gilets Jaunes. Qu'ils ne se réjouissent pas trop vite. On est loin du reflux. Comme le scandaient des Gilets Jaunes à Avignon, simple exemple, « Macron nous fait la guerre, et sa police aussi, mais nous on reste déter'... ». Ce qui est sûr, c'est que ses annonces n'ont convaincu personne. Et les réveillons sur les ronds-points s'annoncent bien chauds, en préparant la suite des mobilisations pour janvier. Sans parler des manifestations de la jeunesse, dans les lycées comme dans les universités.

Des mesures pour les salariés qui ne coûteront rien au patronat

Macron l'a répété : sa prime pour les salariés payés au SMIC ne coûtera rien au patronat, puisque c'est la Caisse d'allocations familiales qui paiera ! Pas question de revenir à l'ISF et il n'a même pas évoqué le CICE, qui exonère de 20 milliards d'euros par an les grands patrons français, mais qui n'a créé aucun emploi. Les patrons ne sont donc obligés à rien : les primes de Noël, ce sera seulement pour ceux comme Total et Orange, en mal de publicité... même mensongère. Personne n'est dupe.

Non à la RICupération !

Et revoilà tous ceux qui voudraient se servir de l'éteignoir électoral, en visant les prochaines élections et en agitant le nouveau leurre du Référendum d'initiative citoyenne (RIC). C'est ce que tentent certains, de Mélenchon à Le Pen, en passant par les nombreux individus qui s'autoproclament « représentants des Gilets Jaunes » ! D'autres parlent de Référendum d'initiative partagée et tentent de nous le vendre comme une formule magique, comme si on pouvait faire reculer Macron et le patronat par des bouts de papier.

Mais il y a un hic avec le RIC : s'il se concrétisait, il ne servirait qu'à renvoyer aux calendes grecques la réalisation des véritables revendications des Gilets Jaunes, c'est-à-dire toutes nos revendications, celles de l'ensemble des salariés ! Car ce que nous voulons ce sont des hausses de salaires, la fin de la hausse des prix et des loyers abordables... tout ce qui concerne la justice sociale. Et nous le voulons maintenant !

Édouard Philippe se précipite sur l'éteignoir

Le gouvernement, quant à lui, par la voix d'Édouard Philippe, tend la main à ce fichu exutoire du référendum, en espérant y trouver une porte de sortie. Il promet « l'ouverture d'un débat sur le référendum d'initiative citoyenne », après avoir fait hypocritement son mea culpa (« Nous n'avons pas assez écouté les Français... »...) Après l'escroquerie de la fausse annonce de l'augmentation du SMIC (dont le taux horaire ne change pas), voilà une fois de plus l'arnaque du bulletin de vote, via le référendum. Et dans le même temps, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, brandit la menace d'évacuer par la force cette semaine tous les ronds-points. La carotte d'un côté, le bâton de l'autre.

Mais ce n'est qu'un début...

Macron et le patronat espèrent s'en tirer à bon compte. Mais les Gilets Jaunes auraient bien tort de placer leur confiance dans un quelconque référendum. Par leur détermination, ils ont montré à tout le monde du travail que la voie de la confrontation faisait trembler le gouvernement.

C'est cette voie-là que nous devons poursuivre. En nous joignant massivement à leurs côtés, dans les entreprises comme sur les ronds-points, en nous organisant tous à la base, en nous coordonnant sur le terrain, en unissant activement nos colères, jusqu'aux grèves contagieuses et massives, jusqu'à constituer un véritable contre-pouvoir.

Le Père Noël est une ordure

Mardi 18 décembre aura lieu le repas de Noël du site. La direction prend une part du montant à sa charge, on aurait presque envie de dire merci patron. Mais alors que pour les titulaires le repas s'élève à 3,30 € il atteint des sommets pour nos collègues prestataires avec plus de 19€ !

De quoi avoir son repas en travers de la gorge.

Alors qu'après une année bien chargée on aurait envie de partager ce moment entre tous, la direction exclut de fait une partie de nos collègues.

Le péril jeune

Dans la matinée du 7 décembre la direction du Pôle Tertiaire a enfermé les salariés dans le site. Et pour quoi ? Les élèves du lycée Adrienne Bolland s'étant mobilisés contre les réformes du bac, de Parcoursup mais aussi dans le sillage des gilets jaunes, leur trajet jusqu'à la gare risquait de passer à proximité du site.

Si quelques centaines de lycéens mettent la direction de PSA dans cet état que donnerait notre mobilisation pour imposer les embauches nécessaires vue notre charge de travail ?

C'est peut-être la raison de leur peur, que les lycéens aient l'occasion de discuter avec des collègues et d'en convaincre quelques uns.

Les larmes de l'hypocrite

À Saint-Ouen, près de la moitié des ouvriers se sont réunis en AG après les annonces de PSA concernant la fermeture du site. La seule mesure annoncée est d'avancer 6 mois de salaire en plus du DAEC.

Le directeur du site est alors passé voir tous les ouvriers dans l'atelier et allait dans le sens de tout le monde. « *C'est de la provocation* », « *C'est scandaleux* ».

À l'écouter il allait bientôt enfile son gilet jaune et venir en délégation avec les ouvriers. C'est pourtant lui qui est chargé de liquider la boîte...

Ford Blanquefort : non à la fermeture !

Alors qu'il a fait 7 milliards de dollars de profits en 2017 et qu'il a largement profité, pendant des années, de millions d'euros d'aides publiques notamment à travers le CICE, Ford vient de rejeter le plan de reprise de son usine à Blanquefort et annonce sa fermeture définitive en 2019.

Ce sont 850 emplois directs et 3 000 autres induits qui seraient détruits au nom des profits. Mobilisés depuis plusieurs années déjà, les salariés n'ont pas l'intention d'en rester là et d'accepter ce sort. Ils

comptent bien continuer à se battre pour maintenir les emplois et faire payer Ford.

Une prime pour solde de tout compte ?

Parmi ses annonces aux Gilets Jaunes, Macron a demandé aux patrons qui le voudront bien de verser une prime de fin d'année, qui sera totalement défiscalisée jusqu'à 1 000 euros.

Une prime de 500 ou 1 000 € comme annoncée chez Orange (mais pour une petite minorité de salariés) ou 1 500 comme chez Total, c'est bien le minimum. Une prime est vite dépensée et ce sont de vraies augmentations de salaires qui sont nécessaires.

De plus, dans la plupart des entreprises il n'y aura rien. Notamment dans les PME, ou dans le bâtiment qui utilise à tire-larigot la sous-traitance et l'intérim

C'est maintenant, quand il y a un mouvement d'ensemble avec les Gilets Jaunes – à renforcer en étendant cette lutte aussi dans les entreprises – qu'il y a moyen d'obtenir une augmentation générale des salaires, pensions et autre RSA. Car c'est maintenant que Macron et le patronat ont la trouille de la mobilisation et d'une possible extension.

Qu'ils commencent à reculer est bien la preuve qu'il faut continuer pour gagner sur nos revendications.

« Vendre ces vestes devient plus dangereux que de vendre de la drogue ! »

C'est ainsi qu'un commerçant égyptien décrivait la semaine dernière la vente de gilets fluorescents au Caire. Et pour cause, la vente de gilets jaunes y est désormais illégale ou soumise à l'approbation de la police ! Dans un pays où les autorités craignent une révolte à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 2011, la simple vente de ce symbole de contestation visible dans le monde entier donne des boutons au pouvoir.

Pour le tribunal de Gap, la solidarité est un délit

Il y a quelques mois, des militants d'extrême droite paradaient au col de l'Échelle, dans les Alpes, lieu de passage de migrants syriens ou africains. Un collectif pour l'accueil s'était interposé pour permettre à des hommes et des femmes exilés, parfois des mineurs, d'éviter les coups de l'extrême droite et les matraques des flics – qui avaient pour consigne de renvoyer en toute illégalité ces réfugiés vers l'Italie.

Le tribunal de Gap n'avait pas jugé bon de poursuivre les nervis d'extrême droite. Mais cette semaine, il a condamné sévèrement sept militants qui protégeaient les migrants.